

« Je revendique un master en médecine à l'UMons »

Échaudé par les conséquences de la crise Covid dans le Hainaut, le recteur de l'UMons jette un pavé dans la mare : il veut un master en médecine dans son université

ÉRIC BURGRAFF

Un choc. Philippe Dubois, recteur de l'UMons, a ressenti un choc quand, en plein cœur de la crise Covid, les autorités ont demandé aux universités de mettre à disposition des hôpitaux une partie de leurs étudiants inscrits dans un master en médecine. Un choc parce que si l'université de Mons organise un bac et un doctorat en médecine, elle est depuis toujours privée du second cycle. « J'ai dû répondre "je suis désolé, nous n'avons pas de master" à l'UMons mais, en même temps, je me suis dit "plus jamais ça" », confie Philippe Dubois. Aussi il l'annonce au *Soir* ce jour : « Je revendique désormais l'organisation de ce master en médecine à l'UMons dans les meilleurs délais. »

Un caprice de recteur ? Nenni, Philippe Dubois appuie sa demande avec une série d'arguments. La crise Covid a été un révélateur – la province du Hainaut est celle qui a le plus souffert de l'épidémie, assure-t-il – mais le malaise est ambiant depuis des années. « Si je revendique cet ancrage territorial plus fort en termes de soins de santé, c'est parce que les autorités provinciales sont tout aussi conscientes que moi de la situation. Aujourd'hui, elles me harcèlent pour que l'UMons, à l'instar de ce qui se pratiquera pour la pharmacie à partir de septembre, bénéficie d'une offre complète en médecine. »

Privé de sa force médicale

Actuellement, dans le Hainaut, un candidat médecin sur deux entame ses études à l'UMons. Après trois ans, il a le choix entre une des trois universités francophones qui organisent le master : l'UCLouvain, l'ULiège et l'ULB. Proximité géographique et philosophique oblige, la plupart (85 %) filent droit vers



« Si le taux de mortalité hennuyer rejoignait la moyenne belge, 2.330 décès seraient évités chaque année ! », affirme le recteur Philippe Dubois. © AVPRESS

l'ULB. « Le souci, c'est qu'une partie de ces jeunes ne reviennent pas dans la région à la fin des études, privant donc le Hainaut d'une partie de la force médicale qu'il a contribué à former. Nous sommes prêts à lancer ce programme, quitte à le faire en partenariat avec l'ULB, comme nous le faisons en pharmacie. »

À l'appui de sa demande, Philippe Dubois met sur la table la situation sanitaire régionale. Comme l'espérance de vie inférieure de 3 ans par rapport au Belge moyen. Comme le taux de mortalité 11 % plus élevé que la moyenne wallonne et 38 % plus élevé que la moyenne belge. « Je suis effaré de voir que si le taux de mortalité hennuyer rejoignait la moyenne belge, 2.330 décès seraient évi-

tés chaque année ! »

Sur la table aussi il y a la situation socio-économique, sachant que le lien entre celle-ci et la santé est démontré dans de nombreuses études : revenus parmi les plus faibles du pays, particulièrement dans les anciens bassins miniers, davantage de familles monoparentales, davantage de fumeurs, importante proportion de revenus de remplacement chez les jeunes...

Pénurie de généralistes

Sur la table enfin il y a le niveau d'éducation et l'état de la force médicale. « Le Hainaut recrute en outre moins de généralistes diplômés que les autres provinces sans doute parce qu'on ne diplôme pas de médecins. » De plus, la

moyenne d'âge des généralistes est plus élevée qu'ailleurs, « c'est ici qu'il y a le plus de médecins de plus de 65 ans (18 % des généralistes hennuyers) ». Enfin, le recteur pointe que si un étudiant universitaire sur deux se forme à l'UMons, le Hainaut est la province qui recrute le moins d'étudiants à ce niveau (environ 20 par 10.000 habitants contre 27 en moyenne ailleurs). « Or, au-delà du rôle d'ascenseur social que joue l'enseignement supérieur, il a un rôle sociétal. En formant localement des diplômés, nombre d'entre eux deviennent actifs sur ce territoire. L'effet est social, économique et culturel. » Un élément positif, quand même, dans la crise Covid : « Si l'UMons n'avait pas été là je me demande quelle aurait été la situation. Nous avons mis en place avec 43 chercheurs sur une base volontaire une plateforme de dépistage. Nous avons été les premiers à agir de la sorte. Et c'est bien là le rôle d'une université. »

Tout est dit ? Presque car il y a le plus délicat : comment vont réagir les autres universités ? « Pourquoi devrait-il y avoir blocage ? En raison de la concurrence entre institutions ? Cette concurrence existe pour le recrutement, les moyens d'enseignement... Or, il n'y en a aucune pour la recherche. Cherchez l'erreur. Nous pouvons monter ce projet sur le modèle du campus que nous lançons à Charleroi en collaboration avec l'ULB. Cette fois je mets le paquet, nous devons répondre à la réalité du terrain et organiser ce master en Hainaut ! »

Rentrée

Pour la rentrée académique de septembre prochain, l'UMons parie sur un enseignement en présentiel contrôlé et modéré. « Nous souhaitons favoriser au maximum le présentiel et nous mettons sur pied tout un système permettant le maximum de présence physique en lien avec les instructions du CNS », dit le recteur Philippe Dubois. En parallèle, l'UMons investira 400.000 euros sur fonds propres pour équiper tous ses auditoriums de systèmes audiovisuels permettant de retransmettre en direct et d'enregistrer tous les cours. Les travaux pratiques et les laboratoires auront lieu en présentiel. Pas de présentiel par contre pour le « folklore » universitaire : « Nous avons eu énormément d'échanges avec les organisations représentatives des étudiants. La priorité absolue, c'est l'organisation des cours et de l'année académique dans les meilleures conditions. Sauf changement radical sanitaire, il n'y aura pas de festivités sur les campus durant le premier quadrimestre. » E.B.

RAPATRIEMENT DES ENFANTS BELGES

Les victimes s'expriment

Un an après un voyage dans des camps situés dans le nord de la Syrie, le délégué général aux Droits de l'enfant, Bernard De Vos, a réitéré vendredi son appel à sortir ces enfants de là. « Des enfants sont en train de pourrir dans ces camps sans nourriture, sans eau et avec la menace du coronavirus », a-t-il déclaré en présence de plusieurs invités du monde associatif, humanitaire, politique ou académique. 42 enfants belges sont actuellement situés dans ces camps. Tous ont moins de 10 ans.

Le délégué avait invité l'association de victimes des attentats de Bruxelles Life4Brussels à s'exprimer pour la première fois sur la question du rapatriement. La gorge nouée, Louis Vanardois, qui a perdu sa compagne dans l'attaque de la station Maelbeek, a lu le texte reflétant la position de Life4Brussels. « En privant de liberté de manière illégale des enfants innocents, vièges de tout acte criminel, sans accès aux soins de santé, en vivant dans des camps surpeuplés où les maladies se propagent avec une aisance inquiétante, nous sommes dans la violation de droits substantiels. Et même une association d'aide aux victimes du terrorisme peut faire ce constat », a déclaré Louis Vanardois. Sur le retour des mères djihadistes, les membres de l'association sont plus divisés. « Les avis des victimes divergent, et sont parfois totalement opposés. Chacune de ces opinions doit pouvoir s'exprimer librement. (...) Nous avons tous vécu l'horreur, elle nous a ébranlés, elle nous a changés à jamais. Mais jamais nous ne permettrons à la haine de l'emporter sur l'amour. Nous continuerons à lutter contre l'obscurantisme et l'ignorance, de la plus belle des façons, et avec dignité ! » L.C.

ABONNÉS

LE SOIR

Le verbatim de l'intervention de Louis Vanardois est à lire sur notre site internet dans la rubrique « opinions ».

plus.lesoir.be



20006398

Cet été, bonne musique et bonne humeur garanties

Tous les dimanches de 9H à 10H

NOSTALGIE

une furieuse envie de chanter